



**FEDERATION EUROPEENNE DES MEDECINS SALARIES
EUROPEAN FEDERATION OF SALARIED DOCTORS**

**Registered Office/Siège
Social :**
39, rue Victor Massé
F-75009 Paris/France

<http://www.fems.net>

Presidency:
Dr. Claude Wetzel
Hôpitaux Universitaires
F-67098 Strasbourg/France
Tel +33 3 88 12 70 75 ou 76
GSM +33 6 60 55 56 16
Fax +33 3 88 12 70 74
claude.wetzel@chru-strasbourg.fr

Permanent Secretariat:
Mrs Brigitte Jencik
Rue Guimard 15
B-1040 Brussels/Belgium
Tel. + 32 2 280 46 80
Fax + 32 2 280 47 80
e-mail: info@fems.net

Date :	14 – 12 - 2009	Document	F09-114 FR
Title / Titre:	Pénurie de professionnels de santé		
Author/ Auteur :	European Voice, Jennifer Rankin		

EuropeanVoice.com

Migrants bienvenus, effets fâcheux

Par Jennifer Rankin

03.12.2009 / 00:00 CET

Les pays en voie de développement luttent pour garder leurs professionnels de santé qualifiés.

Les travailleurs de santé qualifiés ont été parmi les mieux accueillis des groupes de migrants arrivant dans l'UE, mais dans le pays d'origine, la perte de leurs qualifications peut avoir des effets dévastateurs.

L'organisation mondiale de la santé (OMS) estime que les pays en voie de développement ont un déficit de 4,25 millions de travailleurs de santé. Ceci inclut 2,36 millions de médecins, d'infirmières, de pharmaciens et de techniciens de laboratoire, ainsi que 1,89 million de travailleurs de soutien tels que des comptables, des cuisiniers, des conducteurs et des agents d'entretien. Certains des pays les plus pauvres sont les plus affectés : environ un quart des médecins formés en Afrique sont employés dans les pays riches sur d'autres continents.

L'UE reconnaît l'urgence du problème, mais les critiques disent qu'elle n'a pas répondu de manière adéquate. En 2006, le Conseil des Ministres a réclamé une action de l'UE pour répondre "à la crise des ressources humaines de santé dans les pays en voie de développement".

La Commission européenne a produit une stratégie en 2006, promettant une recherche et un soutien aux pays en voie de développement pour augmenter les programmes de formation au cours de la période 2007-2013. Ceci reconnaît que les manques de main d'œuvre sont un obstacle pour atteindre les buts de développement du Millénaire de l'ONU pour améliorer la santé maternelle, réduire la mortalité infantile, les décès dus au SIDA, la malaria et d'autres maladies. Et quelques Etats de l'UE ont élaboré leurs propres politiques. Par

exemple, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas permettent aux travailleurs migrants de retourner dans leurs pays pendant une période sans compromettre leur statut de résident de l'UE.

Argent et planification

Ces politiques doivent à présent avoir un impact fondamental, dit Frazer Goodwin, chef de projet global de santé à l'Alliance européenne de santé publique (EPHA).

"Il est largement reconnu qu'il y a un problème... mais nous devons à présent constater des exemples concrets de mesures sur place," dit Goodwin. "Le problème est que les activités au niveau de l'UE sont définies et convenues par les ministres du développement, mais les mesures doivent être prises par les ministres de santé."

De l'argent et une meilleure planification sont nécessaires pour s'attaquer à la crise. L'OMS dit qu'il faut dépenser plus pour la formation des professionnels de santé dans les pays en voie de développement, mais invite également ces pays à faire une meilleure utilisation du personnel existant, en déléguant les tâches simples des professionnels qualifiés à des professionnels moins qualifiés et d'encourager les femmes et les travailleurs âgés à rester actifs.

Tout aussi crucial, est l'accès à la prévention et au traitement du SIDA pour les travailleurs de santé, qui sont affectés par la maladie de façon disproportionnée. Mais toutes ces mesures échoueront si les pays riches continuent de débaucher beaucoup des meilleurs professionnels.

Ainsi l'OMS est en train d'élaborer un code global sur le recrutement éthique. Plus de 90 pays et organisations du monde de la santé ont été impliqués à la préparation du code qui sera édité l'année prochaine. Selon une ébauche de 2008, les pays membres de l'OMS devraient tâcher de créer une main d'œuvre autosuffisante et de réduire leur dépendance vis-à-vis du personnel de santé migrant. Ceci signifie que les pays d'immigration doivent former plus de médecins et d'infirmières de leur propre pays. Mais l'OMS souligne que le recueil d'instructions ne devrait pas être interprété comme affectant la libre circulation des personnes. Le code demeurera volontaire.

Les militants ne veulent pas stopper les flux migratoires, mais ils pensent qu'un code volontaire n'est pas suffisant. Goodwin de l'EPHA réclame un système obligatoire de compensation à l'échelle de l'UE, où les gouvernements des pays en voie de développement reçoivent une compensation pour les travailleurs migrants qu'ils perdent au bénéfice des pays riches, leur permettant ainsi de former de nouveaux professionnels.

Il est crucial que la compensation soit calculée aux taux européens. Ceci est essentiel pour arrêter l'Europe "d'obtenir des professionnels bon marché", dit Goodwin.